

# Comment financer les 125 propositions ?

note pour la campagne Bové

## 1. le coût de notre programme

Nous l'évaluons à **160 milliards d'euros**, qui se décomposent en trois grands paquets :

- 80 milliards d'euros pour 3 millions de nouvelles **créations d'emplois** utiles et RTT ;
- 50 milliards d'euros pour la revalorisation des **salaires** (Smic, temps partiel) ;
- 30 milliards d'euros pour la revalorisation des **revenus sociaux** (minima, chômage, allocation jeunes).

## 2. notre principe de financement

Il repose sur une **modification du partage des richesses** qui opère un transfert allant des revenus financiers vers les salaires et cotisations sociales.

Le PIB est aujourd'hui de 1800 milliards d'euros : 60 % vont aux salariés, soit 1080 milliards. Dans cinq ans, cette masse salariale représenterait 1300 milliards d'euros à répartition inchangée. Pour dégager une marge de manœuvre de 160 milliards d'euros, **il faut que la part salariale soit augmentée pour atteindre les deux tiers du PIB.**

## 3. une règle des trois tiers

Compte tenu des cotisations sociales, la répartition se fait selon une règle approximative des trois tiers :

- un tiers va aux budgets sociaux (Sécu et retraites)
- un tiers va aux revalorisation des salaires et des minima sociaux
- un tiers va aux créations d'emplois (RTT et emplois publics)

## 4. le budget

L'objectif principal est de répondre aux besoins sociaux par la création **d'emplois socialement et écologiquement utiles.**

Les marges de manœuvre reposent sur quatre sources :

- le redéploiement des aides aux entreprises qui représentent 65 milliards d'euros ;
- le redéploiement des différents postes budgétaires ;
- la réforme fiscale ;
- la mobilisation de l'épargne par un pôle public du crédit.

Notre programme permettrait aussi de réduire la dette :

- en revenant sur les baisses d'impôt sur les riches auprès desquels l'Etat s'endette ;
- en imposant les gros détenteurs de titres de la dette publique.

## 5. des ressources nouvelles de la Sécu

Le supplément de cotisations sociales représenterait environ **3 points de PIB**, ce qui permettrait de couvrir la progression des dépenses de santé et de retraites sur cinq ans, à mode de financement inchangé.

Un débat serait ouvert sur **le mode de financement.**